

Bruxelles : appel à la mise en place d'un tribunal contre le blocus de Cuba (+Photos)



Bruxelles, 17 juillet (RHC) Des organisations juridiques, sociales, syndicales et politiques européennes, latino-américaines et américaines ont lancé lundi, lors du Sommet des Peuples Bruxelles-2023, l'appel à la création d'un Tribunal International contre le Blocus de Cuba.

Au premier jour du forum des mouvements sociaux et des forces progressistes d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes, la dirigeante du Parti de la gauche européenne (PIE), Maite Mola, accompagnée d'une vingtaine de représentants d'associations, a lu l'appel au Tribunal qui se tiendra les 16 et 17

novembre à Bruxelles.

Selon l'appel, le Tribunal vise à dénoncer le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à l'île depuis plus de six décennies, une politique qu'il qualifie d'illégale et d'inhumaine.

Il cherche également à renforcer le mouvement contre le blocus en Europe et aux États-Unis.



"Nous sommes convaincus que cette action permettra d'ajouter des voix à la défense des droits démocratiques, de la souveraineté et de la liberté des peuples", souligne le texte, signé par l'Association internationale des juristes démocrates, le groupe de gauche du Parlement européen, le PIE et la National Lawyers Guild des États-Unis.

L'initiative a également été signée par le Foro de Abogados y Abogadas de Izquierda-Red de Abogados Demócratas de España, la National Conference of Lawyers of the United States, le Movimiento de Solidaridad con Cuba en Europa, des organisations syndicales et des associations de Cubains vivant sur le vieux continent.

Les signataires ont dénoncé la nature extraterritoriale du blocus contre Cuba et l'inclusion de la plus grande des Antilles dans la liste unilatérale de Washington des pays soutenant le terrorisme, ce qui renforce la violation du droit international de la politique américaine à l'égard de l'île.

S'adressant à Prensa Latina, Manu Pineda, député européen, a déclaré que le Parlement européen serait le siège du Tribunal international contre le blocus de Cuba.



Nous exigeons ce scénario, cette institution, qui ne peut être au service de la réaction, rappelons que l'Union européenne rejette formellement le blocus et que tous ses pays membres votent chaque année à l'Assemblée générale de l'ONU pour y mettre fin, a-t-il souligné.

M. Pineda a estimé qu'il était nécessaire de donner un traitement juridique "à ce qui est manifestement un crime, et un crime doit être jugé et condamné".

Au nom de l'île, le président de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP), Fernando González, a remercié pour la solidarité et la décision d'organiser le Tribunal. (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/328625-bruxelles-appel-a-la-mise-en-place-dun-tribunal-contre-le-blocus-de-cuba-photos>



Radio Habana Cuba